



Mercredi 15 octobre 2008
17 h 30 - 19 heures
Salle Verte: Bâtiment A, Salle 122

Événement parallèle du CSA

Initiative sur le Partenariat et le Groupe d'experts de haut niveau pour l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiales

L'événement parallèle est organisé pour répondre à la demande des États membres qui souhaitent être informés de l'état d'avancement des initiatives visant à former un partenariat mondial et un réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture, y compris celui envisagé par les Chefs d'État et de gouvernement du G8 lors de leur Sommet annuel qui s'est tenu à Hokkaido (Japon) le 8 juillet 2008.

Les États membres sont particulièrement intéressés par un débat sur les répercussions de ces initiatives pour les trois organisations ayant leur siège à Rome.

Le présent événement parallèle offrira une tribune informelle pour un premier échange de vues et une première séance de réflexion sur ces questions.

1. L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire

Le 28 avril 2008, à Berne, à l'occasion d'une réunion du Conseil des chefs de secrétariat (CCS) des organisations des Nations Unies pour la coordination, le Secrétaire général des Nations Unies a établi une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, dont il assure la présidence et qui comprend des agences spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et des unités pertinentes du Secrétariat des Nations Unies. Il a demandé au Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, de remplir les fonctions de Vice-Président de l'Équipe spéciale. Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies, John Holmes, a été nommé coordonnateur de l'Équipe spéciale et le Sous-Secrétaire général des Nations Unies, David Nabarro, coordonnateur adjoint. Le mandat de l'Équipe spéciale était de promouvoir une réponse unifiée à la crise mondiale de la sécurité alimentaire, y compris en facilitant l'élaboration d'un plan d'action hiérarchisé et en coordonnant sa mise en œuvre.

L'Équipe spéciale de haut niveau a préparé un Cadre global d'action que le Secrétaire général a présenté aux Chefs d'État et de gouvernement du G8 lors du Sommet qui s'est tenu en juillet 2008 à Hokkaido.

Le Cadre global d'action est conçu pour définir la position commune des membres de l'Équipe spéciale de haut niveau, y compris les trois organisations ayant leur siège à Rome, sur les actions proposées pour: i) faire face aux menaces et aux possibilités qui résultent de la hausse des prix alimentaires; ii) proposer des changements de politiques pour éviter de futures crises alimentaires; et iii) contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national, régional et mondial. Alors que le Cadre global d'action est le produit convenu de l'Équipe spéciale, il a fait l'objet de nombreuses consultations avec d'autres entités du système des Nations Unies, des experts internationaux, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des ONG. Le Cadre global d'action doit jouer un rôle de catalyseur en apportant aux gouvernements, aux institutions et aux organisations internationales et régionales ainsi qu'aux groupes de la société civile un menu de politiques et de mesures à partir desquelles des réponses appropriées pourront être adoptées. Des partenariats étroits entre les gouvernements nationaux, les membres de l'Équipe spéciale de haut niveau, les organisations de la société civile et du secteur privé, les donateurs et les autres acteurs décisifs seront l'élément clé de la réalisation des résultats attendus du Cadre d'action global.



2. La proposition du G8

Le communiqué du G8 énonce:

« (...) Nous nous félicitons du rôle moteur joué par les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods pour réunir le groupe de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale afin d'arrêter un « cadre général d'action » et nous demandons aux acteurs concernés de mettre rapidement en œuvre les plans destinés aux pays qui en ont besoin afin d'obtenir très vite des résultats.

(...) Pour nous concerter et mettre en œuvre ces plans de manière efficace, nous travaillerons avec la communauté internationale afin de former un partenariat mondial sur l'agriculture et l'alimentation associant tous les acteurs concernés, notamment les gouvernements des pays en développement, le secteur privé, la société civile, les donateurs et les institutions internationales. Ce partenariat, qui renforce les institutions de l'ONU et d'autres institutions internationales existantes tout en s'appuyant sur elles, pourrait constituer un soutien efficace et réel au suivi et à l'évaluation des progrès. L'ONU doit faciliter ce travail et en assurer la coordination.

(...) Dans le cadre de ce partenariat, un réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture fournirait une analyse scientifique et mettrait en lumière les besoins et les risques futurs.

(...) Nous avons chargé un groupe d'experts du G8 de suivre la mise en œuvre de nos engagements et de recenser d'autres manières dont le G-8 pourrait soutenir les travaux du groupe de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale et travailler avec d'autres parties intéressées pour que la prochaine Assemblée générale des Nations Unies puisse concrétiser le Partenariat mondial. »

3. Vers un Partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation

Conformément à la déclaration du G8, ce Partenariat associerait tous les acteurs concernés en « s'appuyant sur les institutions des Nations Unies et d'autres institutions internationales existantes ». Avec d'autres institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, et les institutions de Bretton Woods, les organisations ayant leur siège à Rome ont joué un rôle clef dans l'élaboration du Cadre global d'action. Grâce à leur structure institutionnelle, à leurs connaissances, leurs compétences et leur présence sur le terrain, ces organisations, en coopération avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement, les ONG et la société civile, apportent un soutien réel aux gouvernements pour la mise en œuvre efficace du Cadre global d'action.

Structures institutionnelles:

- Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a été établi après la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 en tant que comité permanent du Conseil de la FAO, sert de forum au sein du système des Nations Unies, pour l'examen et le suivi des politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire mondiale. Chargé directement du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, le Comité examine aussi les principaux problèmes et questions affectant la situation alimentaire mondiale, surveille les initiatives prises par les parties concernées et propose les mesures nécessaires pour promouvoir l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale. Le CSA est ouvert à tous les Membres de la FAO et des Nations Unies, et des représentants d'autres institutions internationales, d'ONG, de la société civile et du secteur privé y participent. À ce titre, il constitue un forum neutre où les parties prenantes peuvent se réunir pour négocier des accords et débattre de politiques.

- L'Alliance internationale contre la faim réunit des acteurs clés des Nations Unies et de la société civile au niveau international pour mener une action concertée sur les problèmes de la faim et de la malnutrition aux niveaux national et mondial. Ses principales fonctions sont le plaidoyer, le travail en réseau et le soutien aux programmes nationaux ainsi que l'établissement de rapports à l'intention du CSA sur les progrès accomplis dans la réalisation



des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement. Des Alliances nationales contre la faim sont maintenant en place dans 18 pays en développement, 5 États membres de l'OCDE et 25 autres alliances nationales sont à des stades plus ou moins avancés de mise en œuvre. L'Alliance internationale encourage le travail en réseau et les partenariats entre les alliances nationales. Les chefs des trois organisations ayant leur siège à Rome ont confirmé, dans une déclaration conjointe signée le 26 mai 2008, leur soutien au renforcement de l'Alliance internationale contre la faim. Cette déclaration recommande l'augmentation du nombre des membres de l'Alliance internationale et le renforcement de ses activités mondiales, notamment en développant les capacités de plaider des alliances nationales contre la faim.

Connaissances et compétences:

Les trois organisations de Rome sont les dépositaires de données, d'informations et d'analyses d'importance fondamentale à tous les niveaux sur la sécurité alimentaire et de l'agriculture. La FAO, en tant qu'organisation détentrice d'un savoir et centre d'excellence, est présente à tous les stades de la génération, de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des informations et des connaissances aux niveaux national, régional et mondial dans toute une gamme de domaines thématiques: alimentation, agriculture, forêts, pêches, politiques générales, nutrition et développement rural. Dans un grand nombre de ces domaines, la FAO est le principal fournisseur de données, d'informations et de connaissances qui donnent lieu à un grand nombre de publications et de rapports de haute qualité. La Collection "La faim dans le monde" du Programme alimentaire mondial présente différents aspects de cette question. Le PAM est aussi un partenaire essentiel dans la réalisation des Missions mixtes FAO/PAM d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires qui servent de guide pour les interventions humanitaires en cas de crises alimentaires. En outre, le PAM est le partenaire clef pour HEWS (Système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire), la page web interinstitutions, principale source d'informations sur les situations d'urgence. En outre, il réalise et diffuse des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) et des analyses complètes de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité dans le monde entier. Le FIDA, fort de 30 ans d'investissement et d'expérience de travail avec les petits exploitants et les communautés rurales, a acquis des connaissances et des compétences solides dans des approches novatrices pour le développement agricole et la lutte contre la pauvreté.

Présence sur le terrain:

La FAO, le FIDA et le PAM ont des compétences pluridisciplinaires et une forte présence sur le terrain, ainsi qu'en témoignent les Groupes thématiques sur la sécurité alimentaire au niveau des pays. Ces groupes thématiques ont été constitués en mars 2007 par les trois organisations pour servir de mécanisme de coordination en matière de sécurité alimentaire pour la programmation conjointe, le partage des informations, l'harmonisation interinstitutionnelle, ainsi que l'interaction avec les gouvernements concernés. Une attention particulière est accordée à assurer la liaison entre les activités des Groupes thématiques et les processus de développement en cours, comme les Cadres nationaux et régionaux sur les priorités à moyen terme, l'Initiative concernant les OMD en Afrique, le Programme Unité d'action des Nations Unies et la collaboration dans le cadre des équipes de pays des Nations Unies coordonnée par les Coordonnateurs résidents, les Alliances nationales contre la faim et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) au niveau des pays. Actuellement, des Groupes thématiques sur la sécurité alimentaire ont été constitués dans 55 pays, dont deux mécanismes régionaux pour les petits États insulaires en développement des Caraïbes et du Pacifique. En s'appuyant sur les efforts existants et croissants déployés au niveau des pays, le Partenariat mondial pourrait tirer parti des données et informations disponibles, des connaissances et des compétences, des programmes d'investissement, des capacités de conception et de mise en œuvre des initiatives et d'une large présence sur le terrain dans le monde entier qui peut jouer un rôle fondamental dans la lutte contre le fléau de la faim et de l'insécurité alimentaire



Enfin, il existe de nombreux mécanismes qui bénéficient du soutien direct des trois organisations établies à Rome. Ces mécanismes doivent être davantage coordonnés, complétés et renforcés. L'utilisation des structures existantes permet aussi d'accélérer le processus de mise d'œuvre, de limiter les frais administratifs et opérationnels et de tirer parti des expériences et des connaissances acquises sur le terrain.

4. Vers un Réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture

Le 5 juin 2008, à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui s'est tenue au siège de la FAO à Rome, le président Nicolas Sarkozy a demandé la création d'un Réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture et invité la FAO à collaborer avec les autorités françaises sur ce projet. Les Chefs d'État et de gouvernement du G8, lors du Sommet qui s'est tenu en juillet 2008 à Hokkaido, ont déclaré : « Dans le cadre du Partenariat mondial sur l'agriculture et l'alimentation, un réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture fournirait une analyse scientifique et mettrait en lumière les besoins et les risques futurs. »

Un forum indépendant et neutre:

Le renforcement des groupes d'experts sur l'alimentation et l'agriculture déjà existants pourrait apporter une précieuse contribution supplémentaire au contexte politique et scientifique actuel grâce à une large diffusion des analyses de haut niveau sur les problèmes d'insécurité alimentaire, ce qui en accroîtrait la visibilité. Ce mécanisme fournirait une synthèse des connaissances scientifiques aux décideurs qui s'occupent de sécurité alimentaire ainsi que des informations régulières et fiables quant à la situation économique actuelle et à long terme de la sécurité alimentaire mondiale, sur la base d'un consensus scientifique au plus haut niveau. Il serait nécessaire d'établir des relations étroites avec les établissements universitaires et les instituts de recherche au niveau international.

S'appuyer sur les structures en place:

Le renforcement des groupes d'experts ne devrait pas aboutir à la création d'une nouvelle structure intergouvernementale parallèle qui ferait concurrence aux institutions déjà existantes. Cela assurerait la reconnaissance des États membres des organisations des Nations Unies en charge de l'alimentation et permettrait la participation de représentants de la société civile, des ONG et du secteur privé qui ont déjà des liens institutionnels avec ces groupes. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), parmi d'autres possibilités, pourrait être considéré comme un exemple intéressant.

Inventaire du cadre de compétence:

La FAO en tant qu'organisation détentrice d'un savoir est un centre mondial pour la collecte et la diffusion de données et d'informations sur l'alimentation et l'agriculture. Avec ses comités spéciaux et généraux, la FAO collabore aujourd'hui avec 400 experts internationaux renommés. L'Organisation fonde sa propre expertise technique sur des systèmes d'information spécialisés et diffuse données et connaissances à l'échelle mondiale par le biais de divers portails d'information. Le travail de la FAO est bien sûr étroitement intégré dans le programme de développement international. En tant qu'intermédiaire pour les accords et conventions internationaux, la FAO accueille de nombreux accords, conventions et directives internationaux qui ont été élaborés et conclus sous ses auspices ou qui bénéficient de ses services. Elle offre un forum international indépendant pour débattre de questions de nature technique ou politique et pour prendre des décisions à leur sujet et assure le soutien technique et les services de secrétariat nécessaires. Les instruments internationaux en question sont, par exemple, la Convention de Rotterdam, la Convention internationale pour la protection des végétaux, le Codex Alimentarius,



le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, le Code de conduite pour une pêche responsable, les Directives relatives à la gestion durable des forêts et les Directives volontaires sur le droit à l'alimentation dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. L'expérience technique dont dispose le Secrétariat de la FAO permet de promouvoir avec succès ces conventions et accords. La FAO effectue aussi une part considérable de son travail d'analyse technique en partenariat étroit avec d'autres institutions internationales telles que l'OMC, l'OMS, la Banque mondiale, le GCRAI, l'OCDE, le PAM, le FIDA.

Outre les rapports de suivi annuels, la FAO publie régulièrement des perspectives à court, moyen et long termes. Les perspectives à moyen terme publiées par la FAO sont établies en étroite coopération avec l'OCDE. Les projections sont mises à jour chaque année et publiées conjointement. Ses perspectives à long terme, qui offrent des analyses approfondies de tout l'éventail des ressources agricoles, alimentaires et naturelles sont largement citées et publiées dans la publication intitulée « Agriculture mondiale: horizon 20xx/xx ». Elles incluent des projections de l'offre et de la demande mondiales de poisson (« Poisson: horizon 2030 ») et sont établies, elles aussi, en étroite coopération avec des partenaires internationaux (Banque mondiale, IFPRI et Worldfish).

De nombreux comités ont des activités dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Dans le cadre de son mandat, la FAO a mis en place de nombreux comités et groupes d'experts composés de collaborateurs externes dont l'expertise dans leur domaine de compétence est mondialement reconnue. La FAO a identifié environ 400 experts qui pourraient apporter une contribution de haut niveau.